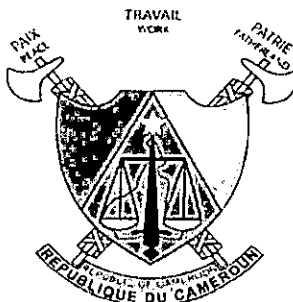


REPUBLIQUE DU CAMEROUN
PAIX-TRAVAIL-PATRIE

MINISTERE DES FINANCES

COMMISSION TECHNIQUE DE
REHABILITATION

Immeuble CNR (6^{ème} étage)
Tél : 22 22 38 16 Fax : 22 23-21-43



REPUBLIC OF CAMEROON
PEACE-WORK-FATHERLAND

MINISTRY OF FINANCE

TECHNICAL COMMISSION FOR
REHABILITATION

CNR Building (6th floor)
Tel. 22 22 38 16, Fax : 22 23 21 43

AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET N° 00000005
/ASMI/MINFI/CTR/UGAM DU 07 DEC 2022
EN VUE DU RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT POUR LA REALISATION DE L'AUDIT DU
CONTRAT-PLAN ETAT/SIC ET ETUDE DE LA VIABILITE DE LA SOCIETE IMMOBILIERE DU
CAMEROUN (SIC)

La SIC a été créée en 1952. Son capital est de 1000 000 000 de Francs CFA détenu par : L'Etat du Cameroun, les Collectivités Publiques décentralisées, les sociétés à capitaux publics d'une part, les personnes morales publiques de droit privé d'autre part. C'est l'une des plus anciennes sociétés de l'Etat au Cameroun.

La SIC est régie par des lois et règlements en vigueur au Cameroun sur les sociétés anonymes et sur les entreprises du secteur public et parapublic, ainsi que par les dispositions de l'acte uniforme OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et de groupement d'intérêt économique.

La SIC a pour objet la mise en œuvre de la politique de logement définie par les pouvoirs publics. Elle est placée sous la tutelle technique du Ministère de l'Habitat du Développement Urbain et sous la tutelle financière du Ministère des finances.

La SIC dispose des maisons individuelles et appartements en immeubles collectifs du social au haut standing d'une (1) à six (6) pièces dans pratiquement toutes les grandes villes du Cameroun : **YAOUNDE** (Bastos, Biyem-assi, Cité Verte, Grand Messa, Hippodrome, Manguiers, Mendong, Messa, Olembé, Djoungolo, Etetak, Mfandena, Nkolondom), **BERTOUA** (Mokolo), **MAROUA** (Domayo), **DOUALA** (Bassa, Bonamoussadi, Kotto, Makepè, Palmiers), **EDEA** (Mbanda), **GAROUA** (Bornuans, Roumdé-adja), **EBOLWA** (Angalé), **BUEA** (Class Quarter), **LIMBE** (Community Hall)

Suite aux difficultés liées à la crise économique des années quatre-vingt suivie de la dévaluation du franc CFA, des mesures d'accompagnement ont été mises en place par le Gouvernement dont la réduction du prix des loyers des logements SIC.

Ces mesures d'accompagnement ont fragilisé d'avantage la SIC et en vue de la restructuration, un contrat-plan Etat-SIC a été signé en 2013.

Malgré ce plan de restructuration, la SIC ne parvient pas à équilibrer son exploitation, et constitue toujours un risque budgétaire pour l'Etat.

I – OBJET

L'étude a pour objet l'audit du contrat-plan Etat-SIC et l'analyse de la viabilité de la SIC en vue de l'amélioration de ses performances

II – CONSISTANCE DES TRAVAUX

Le consultant devrait apprécier les mesures de restructuration mises en place par le Gouvernement d'une part, et procéder à un nouvel état des lieux par évaluation de la situation socio-économique, technique et financière de la SIC dans toutes ses dimensions d'autre part. Il s'agira pour le consultant :

Pour l'audit du contrat Plan :

- d'analyser la pertinence des actions retenues ;
- d'analyser les choix des investissements ;
- de s'assurer de l'effectivité des réalisations matérielles et financières conformément aux dispositions du contrat ;
- d'évaluer l'impact du contrat-plan sur les activités de la SIC.

Pour l'étude de viabilité :

- faire un état des lieux de la SIC dans son secteur d'activités ;
- cerner ses difficultés et analyser leurs causes endogènes et exogènes sur les plans institutionnel, technique organisationnel, opérationnel, financier, commercial, etc... ;
- identifier ses forces et ses faiblesses sur les plans sus-évoqués ;
- analyser sa viabilité future au regard de ses atouts et des menaces auxquelles elle fait face ;
- proposer un schéma de développement accompagné des scénarii de réhabilitation le cas échéant ;
- proposer une matrice d'actions chiffrée sur la base des scénarii.

III. FINANCEMENT DE L'ETUDE

L'étude sera financée par le budget de l'Etat. Le coût prévisionnel est de FCFA soixante-quinze millions

IV. CONDITIONS DE PARTICIPATION

La participation à cet appel à manifestation d'intérêt est ouverte à tous les cabinets ou groupements de cabinets ayant des connaissances avérées dans les secteurs concernés par cette étude et disposant des références ainsi qu'une expérience avérée dans l'audit, les études de faisabilité, les études diagnostiques, les évaluations et l'analyse de la viabilité d'une entreprise.

V. DOSSIER DE CANDIDATURE**1) Le dossier administratif**

Ce dossier devra comprendre les pièces suivantes :

- a) une lettre de motivation dûment signée, datée et timbrée, précisant que le candidat a l'intention de soumissionner à l'appel d'offres restreint s'il est présélectionné ;
- b) les statuts ou textes qui justifient l'existence du candidat ;
- c) l'adresse et la raison sociale du candidat ;
- d) l'accord de groupement le cas échéant ;
- e) une attestation de non exclusion des marchés publics délivrée par l'organe compétent du pays du siège social du Cabinet le cas échéant ;
- f) un acte authentique donnant pouvoir au signataire d'engager le cabinet ou la société.

En cas de groupement, tous les membres dudit groupement devront présenter les pièces b), c), e), f),

2) Le dossier technique

Ce dossier comprend les documents suivants :

- Une fiche de présentation du cabinet indiquant : son domaine d'expertise (brochure, plaquette) et ses ressources, etc...

- Les références générales et missions similaires ou équivalentes au cours des dix (10) dernières années. Joindre : (i) une copie de l'extrait du contrat (1^{ère} et page de signature, ainsi que les pages du bordereau des prix unitaires, du détail estimatif et quantitatif). Ces documents devront être clairs et lisibles avec mention obligatoire des données suivantes : libellé des missions, pays, prix, période d'exécution, clients, niveau de réalisation de la mission, éléments justificatifs ; (ii) le certificat de bonne fin délivré par le Maître d'Ouvrage ou par ses service et/ou le procès-verbal de réception des travaux.

VI. DUREE DE LA CONSULTATION

La durée de la mission est de trois (03) mois calendaires. Le consultant remettra les rapports suivants dans les délais indiqués :

Rapport sur l'audit du contrat-plan : le consultant se prononcera sur l'efficacité et l'efficience des mesures mises en place pour la restructuration de l'entreprise concernée. Ce rapport sera remis en sept (07) exemplaires dans un délai de (01) mois après le démarrage de la mission.

Rapport sur le diagnostic : le consultant rédigera et présentera à la CTR un rapport diagnostic en sept (07) exemplaires faisant le point sur la situation institutionnelle, organisationnelle et opérationnelle, sectorielle, technique et financière, de cette structure, dans un délai de deux (02) mois après le démarrage de la mission :

Rapport provisoire sur les Mesures de restructuration ou schéma de développement

Ce rapport provisoire sera soumis à la CTR en sept (07) exemplaires deux (02) semaines au plus tard après la validation du rapport diagnostic. Il fera ressortir ses recommandations par rapport au diagnostic et ce, en vue du positionnement stratégique de la SIC.

Rapport définitif sur les Mesures de restructuration ou schéma de développement

Le consultant disposera d'un délai de deux (02) semaines au plus pour la rédaction de son rapport définitif.

VII. EVALUATION DES DOSSIERS ET SELECTION DES CANDIDATS

Les dossiers de candidature seront évalués conformément aux critères ci-après :

Critères éliminatoires

- absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif au-delà du délai de 48 heures suivant la séance d'ouverture des plis ;
- fausse déclaration ou pièce falsifiée ;
- note technique inférieure à 70/100 ;

Critères d'évaluation technique

N°	Critères d'évaluation	Points
01	Présentation de l'offre	10
02	Références du Cabinet	90
Total		100

Les cabinets pré-qualifiés seront consultés par appel d'offres restreint en conformité avec les procédures de passation de marchés publics en vigueur en République du Cameroun.

III. DEPOT DES DOSSIERS

Les dossiers de candidature rédigés en français ou en anglais devront être déposés sous pli fermé, marqués comme tels, en 06 (six) exemplaires dont un (01) original et

cinq (05) copies marqués comme tels au Bureau du Courrier de la Commission Technique de Réhabilitation des entreprises du secteur public et parapublic (CTR) Immeuble Ex-CNR 5^{ème} étage, porte 515, Tel 2 22 22 38 16, Fax : 2 22 22 38 50 au plus tard le ~~05~~ **05 JAN 2023** à 13 heures, heure locale portant la mention suivante :

AVIS DE SOLlicitATION A MANIFESTATION D'INTERET

~~00000005~~ /ASMI/MINFI/CTR/UGAM DU ~~07~~ **07 DEC 2022**

EN VUE DU RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT POUR LA REALISATION DE L'AUDIT DU CONTRAT-PLAN ETAT/SIC ET ETUDE DE LA VIABILITE DE LA SOCIETE IMMOBILIERE DU CAMEROUN (SIC)

« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »

IV. OUVERTURE DES DOSSIERS

L'ouverture des plis suivra le même jour du dépôt des offres à **14 heures**, heure locale, dans la salle de réunions de la Commission Technique de Réhabilitation.

V. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

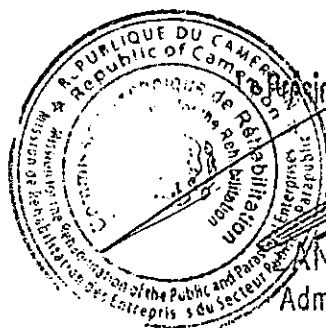
Des renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus auprès de la Commission Technique de Réhabilitation des Entreprises du Secteur public et parapublic (CTR), 5^{ème} étage de l'immeuble Ex-CNR porte 515, Tél : 2 22 22 38 16 à Yaoundé.

Yaoundé, le **07 DEC 2022**

**Le Président de la Commission Technique de
Réhabilitation des Entreprises du Secteur Public et
Parapublic**

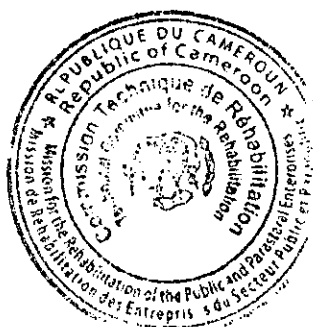
Ampliations :

- ARMP
- Archives
- Affichage


ANG MARTIAL VALERY
Administrateur Civil Principal

Rubriques		Notation	TOTAL
1- Présentation de l'Offres (10 points)			
1.1	Présentation générale des offres et clarté des documents produits		3 points
1.2	Respect de l'ordre d'agencement des pièces et chaque partie doit être séparée par des intercalaires de couleur autre que la blanche		3 points
1.3	Document bien relié, présence d'un sommaire conforme au contenu et pagination		4 points
2- Références de l'entreprise (90 points)			
2.1	Références des études au cours des dix (10) dernières années	5 points / référence	20 points
2.2	Références des études diagnostiques au cours des dix (10) dernières années	5 points / référence	10 points
2.3	Références des audits au cours des dix (10) dernières années	5 points / référence	30 points
2.4	Références spécifiques des études dans le secteur de l'habitat au cours des dix (10) dernières années	10 points / référence	30 points

N.B. : Une référence est prise en compte une seule fois

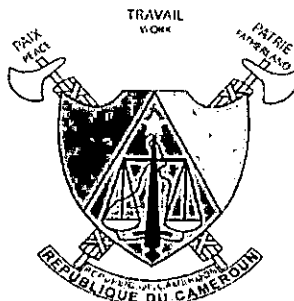


REPUBLIQUE DU CAMEROUN
PAIX-TRAVAIL-PATRIE

MINISTRE DES FINANCES

COMMISSION TECHNIQUE DE
REHABILITATION

Immeuble CNR (6^{ème} étage)
Tél : 22 22 38 16 Fax : 22 23-21-43



REPUBLIC OF CAMEROON
PEACE-WORK-FATHERLAND

MINISTRY OF FINANCE

TECHNICAL COMMITTEE FOR
REHABILITATION

CNR Building (6th floor)
Tel. 22 22 38 16, Fax : 22 23 21 43

INVITATION TO TENDER N° 00005 /ASMI/MINFI/CTR/UGAM OF 7 DEC 2022

TO RECRUIT A CONSULTANT FOR THE AUDIT OF THE STATE/SIC CONTRACT PLAN AND STUDY OF THE VIABILITY OF THE CAMEROON REAL ESTATE COMPANY (SIC)

SIC was created in 1952. Its capital stands at 1,000,000,000 CFA Francs held by: The State of Cameroon, regional and local authorities, public companies on the one hand, and public legal entities under private law on the other. It is one of the oldest state-owned companies in Cameroon.

SIC is governed by the laws and regulations in force in Cameroon on public limited companies and on public and semi-public sector enterprises, as well as by the provisions of the OHADA Uniform Act on the law of commercial companies and economic interest groups.

The purpose of the SIC is to implement the housing policy defined by the public authorities. It is placed under the technical supervision of the Ministry of Housing and Urban Development and under the financial supervision of the Ministry of Finance.

SIC has individual houses and flats in collective buildings from social to high standing from one (1) to six (6) rooms in almost all the big cities of Cameroon: **YAOUNDE** (Bastos, Biyem-assi, Cité Verte, Grand Messa, Hippodrome, Manguiers, Mendong, Messa, Olembé, Djoungolo, Etetak, Mfandena, Nkolondom), **BERTOUA** (Mokolo), **MAROUA** (Domayo) **DOUALA** (Bassa, Bonamoussadi, Kotto, Makepè, Palmiers), **EDEA** (Mbanda), **GAROUA** (Bornuans, Roumdé-adja), **EBOLOWA** (Angalé), **BUEA** (Class Quarter), **LIMBE** (Community Hall)

Following the difficulties linked to the economic crisis of the 1980s, followed by the devaluation of the CFA franc, the government introduced accompanying measures, including a reduction in the price of rent for SIC housing.

These accompanying measures weakened the SIC even more and in order to restructure it, a State-SIC contract-plan was signed in 2013.

Despite this restructuring plan, SIC has not managed to balance its operations and still constitutes a budgetary risk for the State.

I – PURPOSE

The purpose of the study is to audit the State-SIC contract-plan and to analyse the viability of SIC in order to improve its performance

II – SCOPE OF WORK

The consultant should assess the restructuring measures put in place by the Government on the one hand, and carry out a new assessment of the socio-economic, technical and financial situation of SIC in all its dimensions on the other. The consultant will :

For the contract audit Plan:

- analyse the relevance of the actions chosen
- analyse the choice of investments
- ensure the effectiveness of the material and financial achievements in accordance with the provisions of the contract;
- evaluate the impact of the contract-plan on SIC's activities.

For the viability study:

- make a complete inventory of SIC's situation in its sector of activity;
- identify its difficulties and analyse their endogenous and exogenous causes at the institutional, technical, organisational, operational, financial and commercial levels, etc;
- identify its strengths and weaknesses in the above-mentioned areas
- analyse its future viability with regard to its assets and the threats it faces;
- propose a development plan with rehabilitation scenarios if necessary;
- propose a costed action matrix based on the scenarios.

III. FINANCING OF THE STUDY

The study will be financed by the state budget. The estimate cost is CFA seventy five millions

IV. PARTICIPATION CONDITIONS

Participation in this call for tenders is open to all firms or groups of firms with proven knowledge in the sectors concerned by this study and with references and proven experience in auditing, feasibility studies, diagnostic studies, evaluations and analysis of the viability of a company.

V. TENDER FILE

1) Administrative file

This file must include the following documents

- a letter of motivation duly signed, dated and stamped, stating that the bidder intends to tender for the restricted call for tenders if he/she is pre-selected;
- the statutes or texts justifying the existence of the tenderer;
- the address and company name of the candidate;
- the consortium agreement, if applicable
- a certificate of non-exclusion from public contracts issued by the competent body in the country of the firm's registered office, if applicable
- an authenticated document giving the signatory the power to bind the firm or company.

In the case of a consortium, all members of the consortium must submit documents b), c), e), f),

2) Technical file

This file includes the following documents:

- A presentation of the firm indicating its field of expertise (brochure, leaflet) and its resources, etc.
- General references and similar or equivalent assignments over the last ten (10) years. Attach: (i) a copy of the contract extract (1st and signature page, as well as the pages of the unit price schedule, the estimated and quantitative details).

These documents must be clear and legible and must include the following information: name of the assignment, country, price, period of execution, clients, level of execution of the mission, supporting documents; (ii) the certificate of

completion issued by the project owner or by its services and/or the report on the handover of the works.

VI. DURATION

The duration of the assignment is three (03) calendar months. The consultant will deliver the following reports within the specified timeframe:

Report on the audit of the contract-plan: the consultant will give an opinion on the effectiveness and efficiency of the measures put in place for the restructuring of the company concerned. This report will be submitted in seven (07) copies within one (1) month after the start of the assignment.

Diagnostic report: the consultant will draft and submit to the CTR a diagnostic report in seven (07) copies, taking stock of the institutional, organisational and operational, sector specific, technical and financial situation of this structure, within two (02) months of the start of the mission:

Provisional report on the Restructuring Measures or development plan

This provisional report will be submitted to the CTR in seven (07) copies two (02) weeks at the latest after the validation of the diagnostic report. It will highlight its recommendations in relation to the diagnosis, with a view to the strategic positioning of SIC.

Final report on the restructuring measures or development plan

The consultant will have a maximum of two (02) weeks to draw up his final report.

VII. EVALUATION OF FILES AND SELECTION OF BIDDERS

The files will be evaluated according to the following criteria :

Eliminatory criteria

- - absence or non-conformity of a document in the administrative file beyond the 48-hour deadline following the bid opening session
- - false declaration or falsified document;
- - technical score below 70/100;

Technical evaluation criteria

N°	Evaluation criteria	Points
01	Presentation of the bid	10
02	Firm's references	90
Total		100

The pre-qualified firms will be consulted by restricted invitation to tender in accordance with the public procurement procedures in force in the Republic of Cameroon.

III. SUBMISSION OF BIDS

Application files written in English or French shall be submitted in a sealed envelope, marked as such, in six (6) copies of which one (01) original and five (05) copies shall be marked as such to the Mail Office of the Technical Commission for the Rehabilitation of Enterprises of the Public and Semi-Public sector (CTR), Ex-CNR Building, 5th floor, room 515, Tel. 2 22 22 38 16, Fax: 2 22 22 38 50, no later than **05 JAN 2023** at 1 p.m. local time, marked as follows:

INVITATION TO TENDER N° **0005** /ASMI/MINFI/CTR/UGAM OF **07 DEC 2022**
TO RECRUIT A CONSULTANT FOR THE AUDIT OF THE STATE/SIC CONTRACT PLAN AND
STUDY OF THE VIABILITY OF THE CAMEROON REAL ESTATE COMPANY (SIC)

"TO BE OPENED ONLY AT THE BIDS OPENING SESSION".

III. OPENING OF BIDS

The opening of the bids will take place on the same day as the submission of the bids at **2 p.m.** local time in the meeting room of the Technical Rehabilitation Committee.

IV. FURTHER INFORMATION

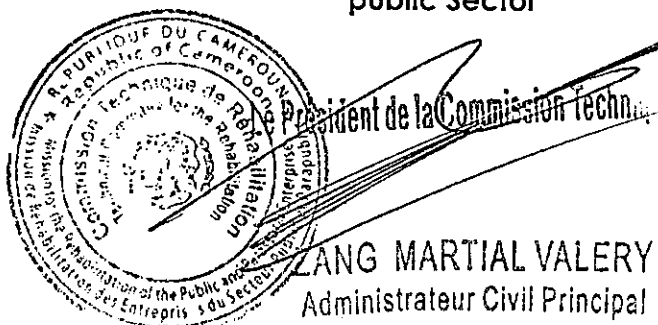
Additional technical information can be obtained from the Technical Committee for the Rehabilitation of Enterprises of the Public and Semi-Public sector (CTR), 5th floor of the Ex-CNR building, room 515, Tel: 2 22 22 38 16 in Yaoundé.

Yaoundé, on the **07 DEC 2022**

**The Chairman of the Technical Committee for the
Rehabilitation of Enterprises of the Public and Semi-
public Sector**

Copies :

- PCRA
- Archives
- Billboards



HEADINGS		Marks	TOTAL
1- Presentation of bids (10 points)			
1.1	General presentation of tenders and clarity of the documents produced		3 points
1.2	Respect for the order of the documents and each part must be separated by dividers of a colour other than white		3 points
1.3	Well-bound document, presence of a summary in accordance with the contents and pagination		4 points
2- References of the firm (90 points)			
2.1	General references in studies in the last ten (10) years	5 points / reference	20 points
2.2	References in diagnostic studies in the last ten (10) years	5 points / reference	10 points
2.3	General references in audits in the last ten (10) years	5 points / reference	30 points
2.4	Specific references in studies in the housing sector in the last ten (10) years	10 points / reference	30 points

N.B. : A reference is considered only once

